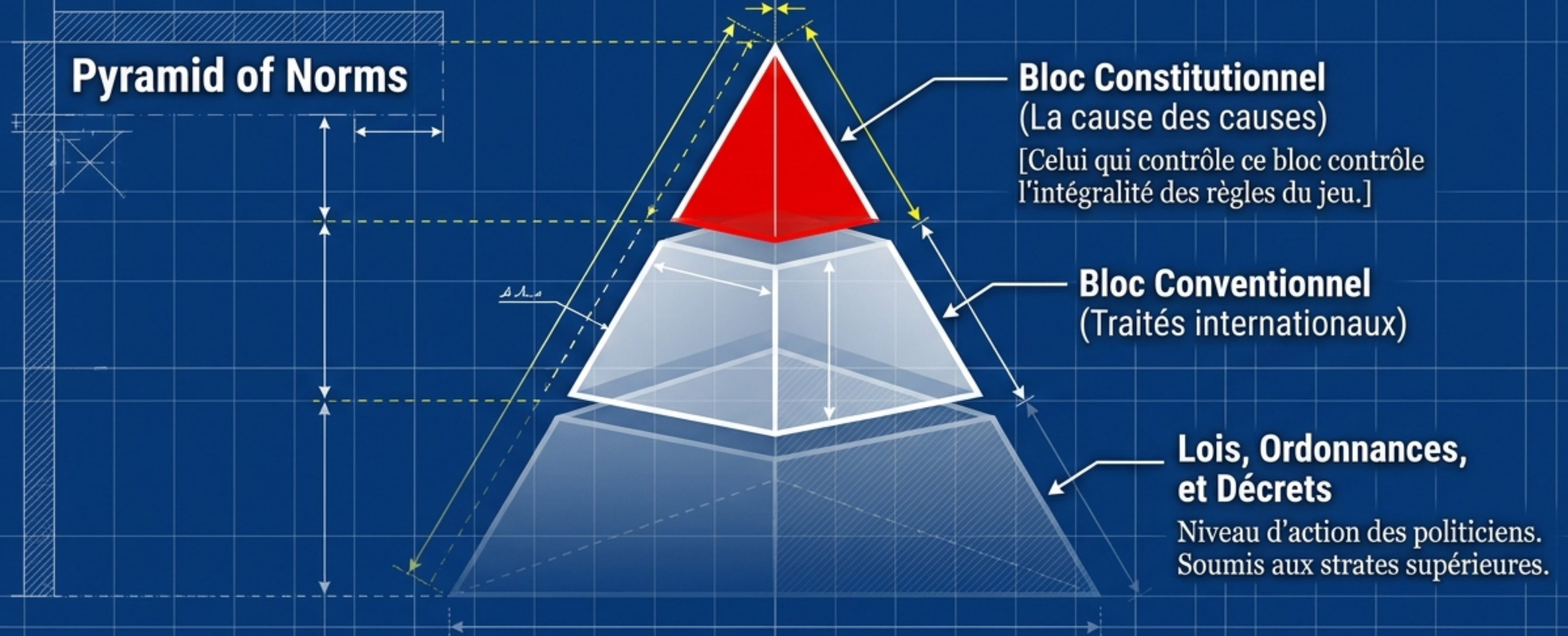




Le Projet Constituant : Éradiquer la Corruption Systémique

Un registre citoyen issu des travaux du Mouvement Constituant Populaire. Une refonte de l'ingénierie démocratique pour neutraliser l'opacité, la manipulation et les conflits d'intérêts au sommet de l'État.

La souveraineté populaire s'exerce exclusivement au sommet de la pyramide juridique



Les citoyens ne doivent pas se limiter à débattre des lois.
Si le peuple **n'écrit pas la Constitution**, d'autres l'écriront pour lui,
verrouillant ainsi un système **permissif à la corruption**.

La corruption moderne dépasse largement le simple pot-de-vin



La Corruption Financière

- Pots-de-vin et rétrocommissions
- Conflits d'intérêts financiers
- Rentabilité des biens communs (ex: l'eau)



La Corruption Cognitive

- Ingénierie sociale
- Gouvernance par la peur
- Prosélytisme d'État
- Manipulation des masses pour forcer le consentement



La Corruption Systémique

- Opacité institutionnelle
- Usage abusif du Secret Défense
- Délits d'initiés légalisés

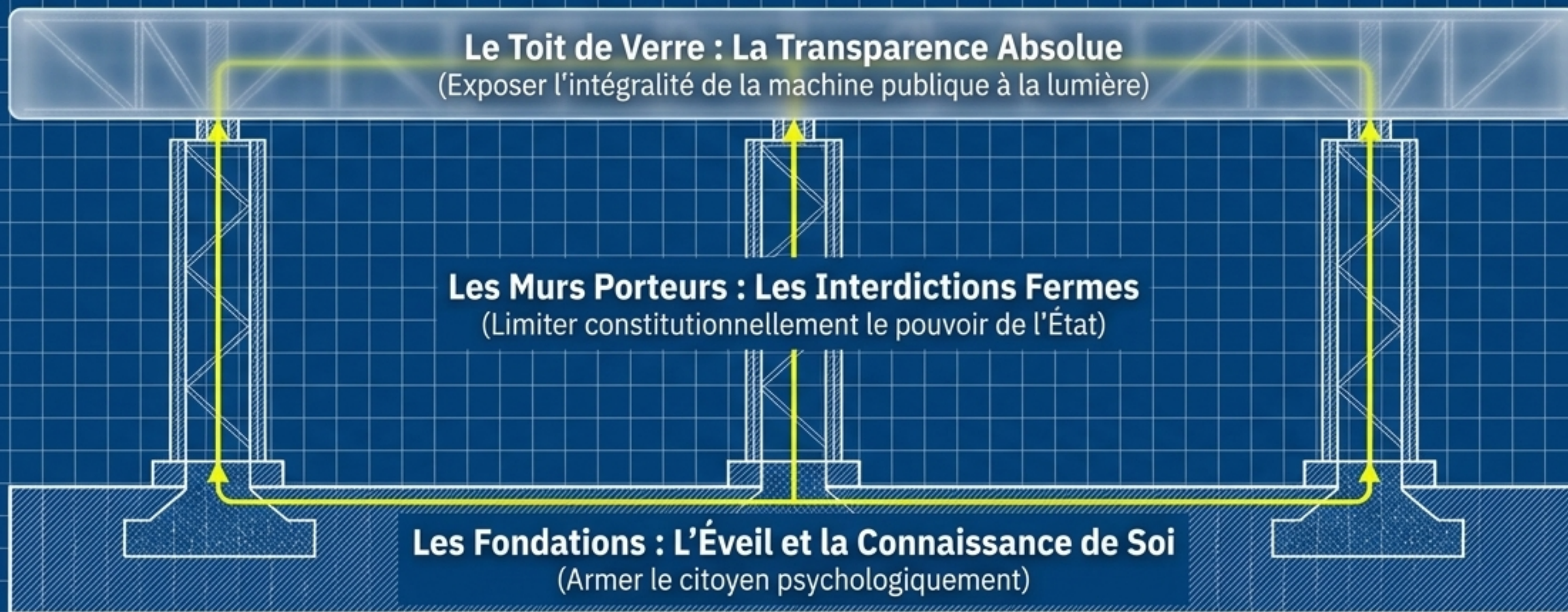
Un système corrompu n'est pas un système cassé ; c'est un système conçu pour fonctionner dans l'opacité.

La mécanique de l'ingénierie sociale et la gouvernance par la peur



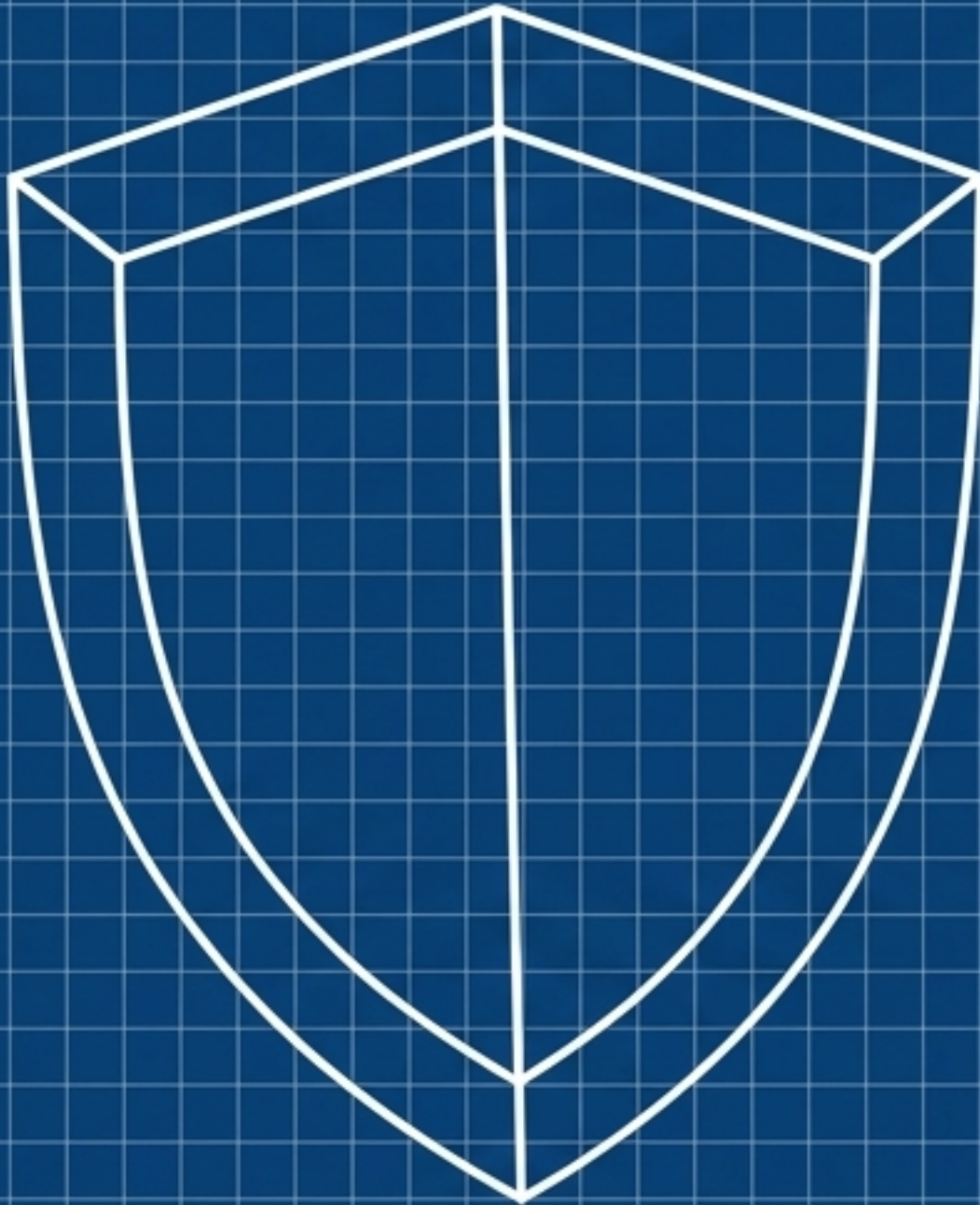
Les sciences comportementales et l'ingénierie sociale, largement déployées lors des récentes crises (ex: Covid), constituent une forme de corruption mentale qui détruit le libre arbitre citoyen.

Le Triptyque Constituant : Une architecture de défense démocratique



La corruption étant multiforme, la réponse constitutionnelle doit bloquer simultanément la manipulation psychologique, l'abus de pouvoir légal, et l'opacité financière.

Pilier 1 : Neutraliser la manipulation par la connaissance de soi



Le Constat

Les citoyens sont manipulables par leurs propres émotions. L'État a historiquement utilisé des experts en ingénierie sociale pour conditionner le public.

Le Renversement

La Constitution doit exiger que l'État finance massivement le développement des compétences psychosociales dès le plus jeune âge.

L'Arsenal Éducatif

1. Identification des biais cognitifs.
2. Défusion cognitive (ne pas s'identifier à ses pensées anxieuses).
3. Décodage des techniques de propagande.

Si l'État a eu les moyens de faire de l'ingénierie sociale pour nous manipuler, il a le devoir de nous outiller pour nous en protéger.

Pilier 2 : Inscrire des lignes rouges constitutionnelles infranchissables



Financement : Interdiction stricte du financement public des médias et des partis politiques (prévention de l'emprise corporatiste).



Gouvernance : Interdiction absolue des Comités Secret Défense pour la gestion civile du pays. L'opacité au sommet est déclarée anticonstitutionnelle.



Biens Communs : Interdiction de la rentabilisation financière des éléments vitaux (ex: l'eau).



Intégrité : Interdiction formelle d'accès à toute fonction publique pour tout individu ayant un casier judiciaire pénal.



Manipulation du vivant : Interdiction d'ingénierie sur le vivant (ex : géo-ingénierie météorologique) sans un référendum national direct.

Le piège structurel : Élection sous influence contre Tirage au sort

Système Actuel : Électif

La Mécanique

Repose sur l'élection de candidats que l'on peut aider financièrement ou médiatiquement.

La Vulnérabilité

Dépendance structurelle aux lobbies et aux partis (la ligne du parti prime sur la conscience). Dette psychologique.

Le Résultat

Professionnalisation de la politique par des acteurs déconnectés des réalités.

Système Proposé : Constituant

Repose sur des collèges citoyens tirés au sort.

Indépendance initiale, nécessitant des contrôles par rotation rapide pour éviter la formation d'une nouvelle caste.

Des citoyens mandatés ponctuellement, sans carrière politique à protéger.

Pilier 3 : La lumière comme désinfectant institutionnel

1. Les Dirigeants (Hauts Fonctionnaires & Magistrats)

Transparence totale sur le patrimoine initial, les conflits d'intérêts, et l'appartenance à des obédiences.

2. La Décision Politique

Fin des décisions hors-sol. Toute délibération doit être **publique**, collégiale, pluridisciplinaire et soumise au regard citoyen.

3. La Justice Pénale

Les procès pénaux (notamment pour crimes financiers et d'État) doivent être filmés et publiquement **accessibles** pour garantir la responsabilité des juges.

4. Les Flux Financiers

Traçabilité absolue de chaque euro d'argent public (achats, ventes, dépenses ministérielles) avec enchères inversées pour éviter les rétrocommissions.

Le contrôle de la donnée : L'État ne peut pas se surveiller lui-même

Le Modèle Actuel (Opacité technique)

L'État respecte la loi mais noie l'information.

État

Plateforme obscure
(ex: data.gouv.fr)

Fichiers CSV
incompréhensibles

Le citoyen
abandonne.

Le Modèle Constituant (Transparence garantie)

État
(Fournit les
données brutes)

**Collège Citoyen
Indépendant**
(Authentifie et vulgarise)

Plateforme
Publique

**Citoyen
informé.**

La transparence n'est rien sans l'accessibilité. Le traitement, l'authentification et la vulgarisation des données doivent être garantis par une commission citoyenne tirée au sort, dotée de moyens d'enquête.

L'Interface France Transparence : Le registre numérique au salon



Temps Réel : Mise à jour automatique des dépenses publiques à l'échelle nationale, départementale et communale.

Accessibilité 8 ans : Données brutes traduites en visuels simples par le Collège Citoyen.

Signalement : Fonctionnalité protégée pour les lanceurs d'alerte, soumise à vérification stricte (**sanctions sévères pour fausses déclarations**).

Synthèse : L'Écosystème Anti-Corruption



Ces propositions ne sont pas des mesures isolées. Ensemble, elles forment un système immunitaire démocratique où la conscience prévient la manipulation, la transparence détecte la faute, et la Constitution garantit la sanction.

Le disjoncteur démocratique : Le pouvoir de destitution

La transparence et l'éducation sont vaines sans le pouvoir d'agir.
Si l'exemplarité d'un dirigeant est rompue, ou si une décision viole
le bien commun, le citoyen doit détenir l'autorité finale.

Le Droit de Veto Citoyen :
Capacité de suspendre une
décision politique ou une loi
avant son application.



Le Mandat Révocatoire :
Possibilité de destituer tout
représentant, magistrat ou haut
fonctionnaire sans attendre la
fin de son mandat.

En véritable démocratie, le contrôle n'est pas une option
accordée par l'État ; c'est un devoir exercé par le peuple.